



## Conseil économique et social

Distr. générale  
23 avril 2013

Original : français

---

**Session de fond de 2013**

Genève, 1<sup>er</sup>-26 juillet 2013

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel**

**Déclaration présentée par l'Association burkinabé  
pour la survie de l'enfance, organisation non  
gouvernementale dotée du statut consultatif auprès  
du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

13-30618 (F) 160513 160513



Merçi de recycler 



## Déclaration

### Femmes, technologies et développement durable

Dans l'allocution qu'il a prononcée le 29 janvier 2013 lors de l'ouverture de la dix-huitième session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine, M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a déclaré que « Nous avons 1 000 jours pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Il est temps d'achever notre tâche en accélérant les progrès. » C'est donc dire que l'atteinte de ces progrès ne se fera pas sans l'implication de tous.

Ce faisant, Il n'y aura pas de développement économiquement efficace, culturellement viable, socialement équitable, écologiquement prudent sans un débat collectif relatif aux enjeux de la science. Il n'y aura pas de mondialisation à visage humain sans la volonté de tous de faire de la science « une valeur de partage et de solidarité au bénéfice de tous les peuples ».

Or, nous le savons, de ce nouveau contrat social à l'échelle de la planète, des milliards d'individus sont encore éloignés, voire exclus, et les femmes en premier lieu. Elles ne sont pas minoritaires mais leur participation au développement scientifique et technologique reste très inférieure à celle des hommes. À l'échelle mondiale, la science et, plus encore, la technologie demeurent une affaire d'hommes.

Dans le monde, peu de femmes occupent des postes de responsabilité dans les domaines culturels, scientifiques et technologiques. Les femmes sont également sous-représentées dans les domaines de la recherche et du développement, que ce soit dans le milieu universitaire, le secteur public ou les compagnies privées. Les radios communautaires, les téléphones mobiles et l'accès à Internet sont des outils puissants pour l'éducation, permettant aux hommes et aux femmes de participer à des discussions sur divers thèmes et des découvertes et de débattre de leur importance pour l'avenir. Malheureusement, un grand nombre de femmes et d'hommes, notamment dans les régions rurales et reculées des pays africains, n'ont pas accès à ces plateformes.

Il est temps de changer cette situation. La science, la technologie et l'innovation peuvent faciliter les efforts visant à éradiquer la pauvreté, à réaliser la sécurité alimentaire, à lutter contre les maladies, à améliorer la qualité de l'éducation et à encourager l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Renforcer les compétences des femmes et leur assurer un accès égal à celui des hommes permettront d'élargir les talents et les perspectives que les pays peuvent exploiter pour répondre à ces défis. Nous devons libérer le pouvoir de la participation des femmes dans les sciences.

Comment l'agriculture deviendra-t-elle un excellent domaine de travail pour les femmes, sans femmes agronomes au sein de nos ministères de l'agriculture et de nos centres de recherche agricole? Comment la technologie évoluera-t-elle pour alléger le volume de travail des femmes si nous n'avons pas de femmes ingénieurs pour s'attaquer aux problèmes spécifiques rencontrés? Comment empêcherons-nous les femmes de mourir en voulant donner la vie, sans sages-femmes, obstétriciennes et gynécologues professionnellement formées?

Il n'existe pas de limites aux travaux que les femmes peuvent accomplir si on leur donne des opportunités et un accès aux ressources sur un pied d'égalité.